

*Conférence mondiale de l'alimentation*

J'aimerais ici simplement mentionner qu'en plus de notre délégation gouvernementale à Rome, le Canada avait le bonne fortune d'être représenté avec distinction par des délégués d'organismes non officiels. Nos représentants les ont rencontrés fréquemment et les discussions qui s'en sont suivies ont été cordiales et utiles à tous. Je n'ai que des louanges à présenter à leur sujet en les complimentant pour l'excellent travail qu'ils ont accompli au nom de leurs organisations respectives.

Le rôle prédominant joué par le Canada est illustré par les faits suivants: la promesse d'aide alimentaire canadienne a incité l'Australie et la Communauté économique européenne à faire des promesses d'aide déterminées et les États-Unis à accepter l'objectif d'aide alimentaire annuelle de 10 millions de tonnes. Le Canada a rédigé la clause selon laquelle le Fonds de développement agricole serait établi lorsque de nouvelles ressources financières considérables seraient constituées et qu'elles auraient une certaine garantie de continuité. Le Canada a également été l'un des premiers pays occidentaux à accepter l'établissement du Fonds de développement agricole. Le Canada a été le seul pays à engager 20 p. 100 de son aide alimentaire par l'entremise de voies multilatérales, y compris un accroissement de 100 p. 100 de son engagement vis-à-vis le Programme alimentaire mondial pour les années 1975-1976.

Le Canada a lancé l'idée d'un échange universel d'information sur les perspectives de récoltes et les facteurs de production. Le Canada a proposé de mettre de côté des réserves nationales de céréales pour assurer la sécurité alimentaire du monde. Le Canada a été le premier pays à souligner l'importance des pêches et à mettre l'accent sur les préoccupations touchant l'environnement. Le Canada a insisté pour que l'on donne une suite efficace à la Conférence mondiale de l'alimentation par l'entremise des organismes internationaux existants qui ont fait leur preuve.

Le Canada n'a oublié à aucun moment l'importance du producteur comme facteur principal d'un approvisionnement alimentaire suffisant. Tout ce que nous venons de dire constitue des exemples des initiatives du Canada à la Conférence mondiale de l'alimentation. Mais cette liste n'est certainement pas complète.

**Des voix:** Bravo!

**M. Whelan:** J'ai été pressenti en maintes occasions par les ministres de l'Agriculture de pays en voie de développement qui désiraient obtenir du Canada une aide bilatérale en vue de leur expansion. Ils voudraient que le Canada les aide en matière de technique agricole pour développer leur agriculture parce qu'ils croient que notre pays possède les meilleurs techniciens en ce domaine et l'agriculture la plus productive au monde. Ils sont aussi persuadés qu'ils peuvent obtenir de l'aide du Canada sans que n'y soit attachées de ficelles politiques, à la condition qu'ils soient prêts à faire les efforts voulus pour s'aider eux-mêmes. Il est encore trop tôt pour évaluer de façon satisfaisante les résultats de la Conférence mondiale de l'alimentation. Néanmoins, je crois qu'il existe véritablement des raisons justifiant notre optimisme. Ce qui constitue peut-être la raison la plus importante, c'est qu'à suite de cette Conférence de nombreux pays commenceront à accroître leur production alimentaire plus tôt que prévu.

Diverses résolutions ont été adoptées à la réunion plénière de la Conférence. Toutefois, le texte des résolutions qui a été adopté a été préparé en tenant compte des amendements qui y ont été apportés de vive voix et le texte définitif des résolutions n'est pas encore prêt. La plus importante de ces résolutions est celle qui prévoit

[M. Whelan.]

l'établissement d'un «Fonds international de développement agricole». Ce Fonds financerait les projets de développement relatifs à l'agriculture et à la pêche dans les pays en voie de développement. Les contributions à ce Fonds sont laissées à la discrétion des participants. La présence parmi les parrains des résolutions de pays producteurs de pétrole comme l'Iran, le Koweït, l'Oman, l'Arabie Saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis et le Venezuela, peut être considérée comme un engagement par ces pays d'employer une partie de leurs ressources financières, ce que nous souhaitons tous, pour soutenir un programme multilatéral de développement de l'agriculture et de la pêche.

Il a été question à la Conférence que la FAO et les autres organismes internationaux intéressés comme le Conseil international du blé prennent les dispositions nécessaires pour établir un système d'information globale et de pré-alerte relativement à l'alimentation et à l'agriculture. Les objectifs, les politiques et les directives tels qu'ils sont établis dans le texte du projet d'engagement international de la FAO en matière de sécurité alimentaire mondiale ont été également approuvés par la Conférence. Les gouvernements des principaux pays importateurs et exportateurs ont été invités à étudier la possibilité d'établir des réserves de céréales à des endroits appropriés. Le Directeur général de la FAO a convoqué une réunion de représentants des pays intéressés pour le 29 novembre afin d'étudier les problèmes à court terme des pays en voie de développement les plus durement touchés par la pénurie actuelle d'aliments.

Les dispositions prises pour donner une suite à cette réunion ont fait l'objet, lors de la Conférence, d'une résolution compliquée qui, en fait, établit un Conseil mondial d'alimentation au niveau ministériel, lequel devra faire rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies par l'intermédiaire du Conseil économique et social. Le Conseil mondial de l'alimentation servirait à coordonner les politiques issues de la Conférence à l'égard de la production d'aliments, de la nutrition, de la sécurité alimentaire, du commerce des aliments et de l'aide alimentaire. Il reste à déterminer quels seront les membres du Conseil mondial de l'alimentation, mais il est acquis que ces membres seront nommés par le Conseil économique et social, puis élus par l'Assemblée générale des Nations Unies.

La Conférence a recommandé entre autres choses qu'un Comité de la FAO sur la Sécurité alimentaire mondiale, un Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial, et le Conseil d'administration du Fonds international pour le développement agricole devraient tous présenter des rapports périodiques au Conseil mondial de l'alimentation. La Conférence a aussi demandé aux groupes et organismes internationaux de donner l'exemple en donnant une suite aux résultats qu'elle a eus. La Conférence a adopté une longue déclaration intitulée «Déclaration sur la suppression de la faim». Nous ne disposons pas encore du texte définitif, mais il s'agit d'un document qui contient des propositions de nombreux groupements, suggestions qui convenaient aux autres; il est donc probablement plus faible que nous l'aurions désiré parce que l'on a tenu à faire l'unanimité sur la question.

Le leadership et la contribution du Canada à la Conférence peuvent difficilement être mieux résumés que par l'extrait suivant d'une lettre adressée au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures le 9 novembre par M. Aquino, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial:

Je veux encore une fois vous exprimer et, par votre intermédiaire, au secrétariat d'État à l'Agriculture, l'honorable M. Whelan, ma gratitude